



Médiévales

Langues, Textes, Histoire

65 | automne 2013

Le couple dans le monde franc

Causa unionis, fidei, reformationis : les pratiques judiciaires et la définition de l'autorité du concile de Constance (1414-1418)

Causa Unionis, Fidei, Reformationis : Judicial Practices and the Definition of Authority in the Council of Constance (1414-1418)

Sebastián Provvidente



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/medievales/7129>

DOI : 10.4000/medievales.7129

ISSN : 1777-5892

Éditeur

Presses universitaires de Vincennes

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2013

Pagination : 155-177

ISBN : 978-2-84292-396-9

ISSN : 0751-2708

Référence électronique

Sebastián Provvidente, « *Causa unionis, fidei, reformationis* : les pratiques judiciaires et la définition de l'autorité du concile de Constance (1414-1418) », *Médiévales* [En ligne], 65 | automne 2013, mis en ligne le 20 janvier 2014, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/medievales/7129> ; DOI : 10.4000/medievales.7129

Tous droits réservés

Sebastián PROVVIDENTE

**CAUSA UNIONIS, FIDEI, REFORMATIONIS : LES PRATIQUES
JUDICIAIRES ET LA DÉFINITION DE L'AUTORITÉ
DU CONCILE DE CONSTANCE (1414-1418)**

Le concile de Constance (1414-1418) se réunit, suite à la tentative ratée du concile de Pise (1409), dans le but d'essayer de trouver une solution au problème suscité par la double élection pontificale de 1378 qui avait eu pour résultat la coexistence de deux lignées, celles de Rome et d'Avignon, puis de trois avec l'ajout de la lignée pisane¹.

Sous la pression de Sigismond, le Roi des Romains, Jean XXIII, le pape pisan, accepta finalement de convoquer le concile dont il pensait contrôler les délibérations grâce à la supériorité numérique des évêques italiens qu'il espérait pouvoir influencer. Le concile chercha toutefois à neutraliser l'initiative pontificale en s'organisant, comme à Pise, en *nationes* qui devaient voter ensemble, sans tenir compte du nombre de leurs membres, sur les questions relatives à l'union, à la réforme (laissée de côté à Pise) et à la foi². Les acquis des premières sessions furent assez modestes³. Le collège de cardinaux s'élargit graduellement et Sigismond, véritable promoteur du concile, apparut juste avant Noël. En dépit des constantes manifestations publiques de la part de Jean XXIII qui disait être disposé à laisser son office comme signe de sa coopération pour en finir avec le Schisme, lorsque l'équilibre du pouvoir se renversa contre lui et qu'il se rendit compte qu'il serait très difficile de maintenir sa position au sein

1. Cf. W. ULLMANN, *The Origins of the Great Schism*, Hamden CT, 1972.

2. Sur l'organisation par nations au sein du concile, cf. K. WOODY, « The Organization of the Council », dans L. R. LOOMIS, *The Council of Constance. The Unification of the Church*, New York, 1961, p. 3-83.

3. Pour le récit de la séquence temporelle des différentes séances, nous avons suivi J. WOHLMUTH, « Los Concilios de Constanza (1414-1418) y Basilea (1431-1449) », dans G. ALBERIGO éd., *Historia de los Concilios ecuménicos*, Salamanque, 1993, p. 185-236.

du concile, le 20 mars 1415, il décida de fuir vers Schaffhausen. Il est difficile d'expliquer le degré d'incertitude que ceci provoqua au sein des pères réunis en concile.

Ce contexte ouvrait toutefois la discussion sur plusieurs éléments : était-il possible de réunir un concile sans l'appui du pape et expressément contre sa volonté ? Il importe de rappeler qu'après la réforme grégorienne de la fin du XI^e siècle, les conciles généraux ne pouvaient être convoqués uniquement par le souverain pontife. Ainsi, dans le *Decretum* était-il affirmé : « Absque Romani pontificis auctoritate synodus congregari non debet⁴. » Or, dans le cas d'un concile réuni sans sa *caput*, d'où celui-ci tirerait-il son autorité et sa légitimité ? Qu'advierait-il de l'exercice de la *potestas* dans la période comprise entre la déposition pontificale et l'élection d'un nouveau pape ? Le concile pouvait-il entreprendre une réforme en l'absence du souverain pontife ? Ce qui était en débat était la définition de la question : *quis iudicabit* ? En d'autres termes : quelle était l'instance suprême au sein de l'*ordo iudiciarius* apte à statuer juridiquement sur les questions de foi ? S'agissait-il du pape ou du concile ? Dans des conditions normales, personne ne doutait que le pape fût l'instance juridique suprême de l'Église en possession de la *clavis potestatis* ; toutefois, suite à l'approbation de l'*Haec sancta*, le concile cherchait à consolider sa position en tant que tel⁵. L'issue face à cette crise viendra de l'approbation du décret *Haec sancta*. Ce texte établissait que, même en l'absence du pape, le concile avait l'autorité suffisante pour restaurer l'union de l'Église. La compétence du concile avait un fondement christologique dans la mesure où il tirait sa *potestas* directement du Christ. Même

4. D. 17. c. 1. Voir le texte dans E. FRIEDBERG éd., *Corpus iuris canonici*, Leipzig, 1881 [réimpr. Graz, 1959].

5. Sur le problème de la définition de l'instance juridique dans le cadre de l'Église en relation avec la question de l'appel à un concile général, cf. H. J. BECKER, *Die Appellation von Papst an ein allgemeines Konzil. Historische Entwicklung und kanonistische Diskussion im späten Mittelalter und in der frühen Neuzeit*, Cologne-Vienne, 1988. Cf. aussi S. SWIEZAWSKY, *Les tribulations de l'ecclésiologie à la fin du Moyen Âge*, Paris, 1997, p. 53 et A. BLACK, « The Political Ideas of Conciliarism and Papalism, 1430-1450 », *Journal of Ecclesiastical History*, 20 (1969), p. 45-65 (p. 62). Voir le texte cité par l'auteur à partir des *Deutsche Reichstakten*, éd. H. WEIGEL et al., Stuttgart-Göttingen, 1935-1963, XVII, p. 162 : « Sicut enim est unus iudex a quo fit causarum finalis decisio, ne pluribus iudicibus contradicentibus, si non sit unus supremus, numquam litigia terminentur... ». Ce texte correspond à un contexte plus tardif imprégné par les polémiques du concile de Bâle. Sur le même problème à Constance, cf. B. TIERNEY, « Divided Sovereignty at Constance: a Problem of Medieval and Early Modern Political Theory », *Annuario Historiae Conciliorum*, 7 (1975), p. 238-256 et P. COSTA, *Iurisdictio. Semantica del potere politico nella repubblica medievale (1100-1433)*, rééd. Milan, 2002, p. 104.

le pape devait obéir à cette *potestas*. Le texte ajoutait expressément que ceux qui ne le feraient pas seraient punis, même s'il s'agissait du souverain pontife⁶.

Au milieu de ces questions concernant sa propre légitimité, le concile de Constance décida de se consacrer à la *causa fidei*. Il nous semble que ce n'est pas une pure coïncidence si, précisément, à un moment immédiatement postérieur à la définition du caractère *souverain* de l'assemblée conciliaire, ses membres se sont consacrés à résoudre définitivement les problèmes relatifs à la question de la foi. Il ne s'agit pas de nier qu'elle aurait pu procéder antérieurement à ladite définition, mais de souligner la variation du *tempo* de la procédure et des choix procéduraux suite à la définition de l'autorité conciliaire⁷. En effet, l'un des objectifs centraux de notre article consiste à vérifier l'hypothèse que le déroulement procédural inquisitorial de la *causa fidei* avait pour but de consolider temporellement le concile comme instance hiérarchique supérieure au sein de l'*ordo iudiciarius* chargée de déterminer l'orthodoxie⁸. Par conséquent, nous pensons que les procès ayant eu lieu lors du concile de Constance peuvent être interprétés comme de véritables mises en scène de la supériorité conciliaire en ce qui concernait la foi.

6. Pour le texte du décret *Haec sancta*, nous utilisons la version proposée par M. DECALUWE, «A New and Disputable Text-Editon of the Decree *Haec Sancta* of the Council of Constance (1415)», *Cristianesimo nella storia*, 32/2 (2006), p. 417-445. L'auteur note que, bien que l'édition du COD soit fiable du point de vue philologique en ce qui concerne les autres actes, dans le cas de ce décret il n'offre pas la meilleure version, et il rappelle à ce sujet que le concile de Bâle (1431-1449) créa une commission chargée de rééditer les actes du concile de Constance. L'auteur propose donc de s'appuyer sur le texte du décret publié par P. CRABBE, *Concliorum Omnium tam Generalium quam Particularium*, I-III, Coloniae Agripinae, 1551, tomus II, p. 1080 et 1020: ce texte reproduit le manuscrit *Acta situ dignissima doteque concinnata Constanciensis concilii celebratissime* (1490), sur lequel s'est basé Johannes Rynmann en 1500 pour réaliser la première édition imprimée. Voir aussi C. M. D. CROWDER, «Le concile de Constance et l'édition de von der Hardt», *Revue d'histoire ecclésiastique*, 57 (1962), p. 409-445 et P. STUMP, «The Official *Acta* of the Council of Constance in the Edition of Mansi», dans L. MAYALI et S. A. J. TIBBETTS éd., *The Two Laws: Studies in Medieval Legal History Dedicated to Stephan Kuttner*, Washington, 1990, p. 221-239. Sur les interprétations du texte, voir M. DECALUWE, «Three Ways to Read the Decree *Haec Sancta* (1415). The Conciliar Theories of Franciscus Zabarella and of Jean Gerson and the Traditional Papal View on General Councils», dans G. CHRISTIANSON, T. IZBICKI, C. BELLITTO éd., *The Church, the Councils and Reform: The Legacy of the Fifteenth Century*, Washington, 2008, p. 122-139.

7. J. D. MANSI, *Sacrorum conciliorum nova et amplissima collectio*, Florentiae/Venetiis, 1759 [reproductio typographica 1966], t. XXVII, p. 610.

8. Cf. G. G. MERLO, «Coercition et orthodoxie: modalités de communication et d'imposition d'un message religieux hégémonique», dans A. VAUCHEZ éd., *Faire croire. Modalités de la diffusion et de la réception des messages religieux du xii^e au xv^e siècle*, Rome, 1987, p. 101-118.

L'autorité conciliaire et la *causa fidei*

Dans le cadre du concile de Constance, la *causa fidei* impliquait divers cas : en premier lieu, le procès posthume contre John Wyclif qui, selon les pères du concile, était étroitement lié aux cas de Jan Hus et de Jérôme de Prague. Ensuite, l'attention du concile se centra sur l'affaire Jean Petit et sa justification du tyrannicide du duc d'Orléans. Enfin, c'est la *causa* de Johannes Falkenberg, prise dans le cadre des disputes entre la *corona* polonaise et l'Ordre teutonique, qui retint l'attention des Pères du concile⁹. Entre tous ces procès, nous avons retenu comme cas d'étude les *causae* de Wyclif, Hus et Jérôme de Prague, car leur proximité temporelle avec les différents événements qui conduisirent à la fuite de Jean XXIII et les efforts fournis pour justifier l'autorité conciliaire les rendent particulièrement intéressantes.

Si la principale tâche du concile de Constance consistait à trouver une solution au problème du Schisme, la formulation de ses objectifs se situait sur le terrain de la tradition. Ceux-ci étaient au nombre de trois : *causa unionis*, *causa fidei* et *causa reformationis*¹⁰. L'une des visées fondamentales de notre travail consiste à essayer d'établir les liens entre ces trois instances qui apparaissaient *a priori* comme scindées entre elles. L'union sous la figure d'un pontife ne pouvait être obtenue que par la forte réaffirmation de l'autorité conciliaire, et celle-ci était à son tour liée à la capacité du concile de résoudre les questions

9. Sur la *causa fidei*, il est indispensable de consulter le travail bibliographique de A. FRENKEN, «Die Erforschung des Konstanzer Konzils (1414-1418) in den letzten 100 Jahren», *Annuario historiae conciliorum*, 25 (1993), p. 179-297. Nous nous limiterons ici à citer quelques-uns des principaux travaux étudiant chacune de ces *causae*. Concernant Wyclif, cf. E. TATNALL, «The Condemnation of John Wyclif at the Council of Constance», dans C. J. CUMING et D. BAKER éd., *Councils and Assemblies*, Cambridge, 1971, p. 209-217. Sur Jérôme de Prague, cf. R. NEU WATKINS, «The Death of Jerome of Prague : Divergent Perspectives», *Speculum*, 42/1 (1967), p. 104-129 et P. BERNARD, «Jerome of Prague, Austria and the Hussites», *Church History*, 27/1 (1958), p. 3-22. Sur Hus, nous nous bornerons à renvoyer à A. FRENKEN, «Die Erforschung des Konstanzer Konzils...», p. 245-292 et J. KEJŘ, *Die causa Johannes Hus und das Prozessrecht der Kirche*, Ratisbonne, 2005 [*Husův Proces*, Praha, 2000]. À propos du procès contre Jean Petit, l'ouvrage d'A. COVILLE, *Jean Petit. La question du tyrannicide au commencement du x^v siècle*, Paris, 1932, reste indispensable ; plus récemment, voir F. AUTRAND, *Charles VI. La folie du roi*, Paris, 1986 ; B. GUENÉE, *Un meurtre, une société. L'assassinat du duc d'Orléans*, Paris, 1992 ; pour une liste plus complète sur la bibliographie et les sources de la *causa* Jean Petit, voir à nouveau A. FRENKEN, «Die Erforschung des Konstanzer Konzils...», p. 181-204. Enfin, pour la *causa* Johannes Falkenberg, cf. H. BOECKMANN, *Johannes Falkenberg, der deutsche Orden und die polnische Politik*, Göttingen, 1975, et A. FRENKEN, «Die Erforschung des Konstanzer Konzils...», p. 207-244.

10. La distinction apparaît dans le travail historiographique d'A. FRENKEN, «Die Erforschung des Konstanzer Konzils...».

ayant trait à la foi¹¹. De la même manière, la tâche de réforme supposait la consolidation du concile au sein de la structure hiérarchique de l'Église. Ces trois instances apparaissent clairement liées au développement de l'assemblée conciliaire ; toutefois, à quelques exceptions près, ceci a été écarté par la majorité des chercheurs¹².

Les procès inquisitoriaux relatifs à la *causa fidei*, tenus lors du concile de Constance, ont suscité sans aucun doute un grand intérêt de la part des historiens, théologiens et canonistes. Les nombreux livres et études relevés par Ansgar Frenken¹³ et Jürgen Miethke¹⁴, qui s'occupent en particulier des procès inquisitoriaux de la *causa fidei*, en sont un témoignage clair.

Alors que le cas de Wyclif ne faisait pas trop problème, étant donné que sa condamnation avait déjà été prononcée par les autorités anglaises dans les synodes de Londres (1382 et 1396) et par le concile de Rome (1413), les cas de Hus et de Jérôme de Prague étaient plus pressants car l'activité des réformateurs tchèques était vue comme le résultat de l'influence des enseignements wyclifites à l'Université de Prague¹⁵. À partir de la manière de procéder du concile de Constance, on peut émettre des conjectures sur la manière par laquelle ses membres comprenaient le problème des *causae fidei*. Dans la session VIII du

11. Cf. JEAN GERSON, *De potestate ecclesiastica*, dans P. GLORIEUX éd., *Œuvres complètes*, Tournai, 1960-1963, VI, p. 234. La bibliographie sur le problème du concile dans la pensée de J. Gerson est très vaste. Voir en guise d'introduction G. H. M. POSTHUMUS MEYJES, *Jean Gerson. Apostle of Unity. His Church Politics and Ecclesiology*, Leyde, 1999 ; J. B. MORRALL, *Jean Gerson and the Great Schism*, Manchester, 1960 ; Z. REUGER, « Gerson, the Conciliar Movement and the Right of Resistance », *Journal of the History of Ideas*, 25 (1964), p. 467-486 ; F. D'AGOSTINO, « Un contributo alla storia di dell'idea di equità : Jehan de Gerson e la lotta per il concilio », *Angelicum*, 48 (1971), p. 448-489 ; L. B. PASCOE, *Jean Gerson : Principles of Church Reform*, Leiden, 1973, et Id., « Mysticism, Conciliarism and Reform », *Annuario Historiae Conciliorum*, 6 (1974), p. 135-153, et « Jean Gerson : The "Ecclesia Primitiva" and Reform », *Traditio*, 30 (1974), p. 379-409.

12. De ce point en particulier s'est occupé J. MIETHKE, « Die Prozesse in Konstanz gegen Jan Hus und Hieronymus von Prag – ein Konflikt unter den Kirchenreformen ? », dans F. ŠMAHEL éd., *Häresie und vorzeitige Reformation im Spätmittelalter*, Schriften des Historischen Kollegs, Kolloquien 39, Munich, 1998, p. 147-167.

13. Cf. A. FRENKEN, « Die Erforschung des Konstanzer Konzils... », p. 245-291.

14. Cf. J. MIETHKE, « Eresia dotta e disciplinamento ecclesiastico. I processi contro gli errori teologici nell'epoca della scolastica », *Pensiero medievale*, 1 (2003), p. 81, n. 51.

15. Sur la réception de la pensée de Wyclif dans l'Université Caroline de Prague, cf. F. ŠMAHEL, *Verzeichnis der Quellen zum Prager Universalienstreit 1348-1500*, Mediaevalia Philosophica Polonorum, 25, Wrocław, 1980 ; Id., « Wyclif's Fortune in Hussite Bohemia » et « Prolegomena zum Prager Universalienstreit. Zwischenbilanz einer Quellenanalyse », tous les deux dans F. ŠMAHEL, *Die Prager Universität im Mittelalter. The Charles University in the Middle Ages*, Leyde, 2007, p. 467-489 et 490-503 ; V. HEROLD, *Pražská univerzita a Wyclif*, Prague, 1985 et Id., « Zum Prager philosophischen Wyclifismus », dans F. ŠMAHEL éd., *Häresie und vorzeitige Reformation...*, p. 133-146.

4 mai, Henri de Piro obtint la condamnation des 45 thèses de Wyclif qui avaient déjà été condamnées antérieurement par l'Université de Paris. Cependant, des problèmes plus importants obligèrent à repousser la lecture des 260 autres thèses pour la prochaine session¹⁶. Selon les Pères du concile, ses idées, loin d'avoir disparu, remportaient de plus en plus d'adhésions grâce à Hus et au mouvement de réforme qui s'était consolidé là-bas. Après avoir suivi toutes les étapes du procès, et comme personne ne se présenta pour défendre la mémoire de Wyclif, on établit grâce à des témoins que celui-ci n'avait jamais été puni pour ses positions hérétiques et, en conséquence, on ordonna que ses restes fussent exhumés car un hérétique ne pouvait pas reposer entre les morts¹⁷.

Si les connexions entre l'Oxford de Wyclif et l'Université de Prague de Hus ne peuvent être niées, il serait dangereux de tomber dans le piège que nous tendent les sources conciliaires quand elles présentent Hus comme un véritable *Wyclif redivivus*¹⁸. Bien que leurs ecclésiologies aient de nombreux points communs, c'est un fait admis par la majorité des chercheurs que leurs pensées théologiques ne peuvent être complètement assimilées l'une à l'autre¹⁹. On ne doit pas perdre de vue, toutefois, que la *sententia* du concile de Constance

16. W. BRANDMÜLLER, *Das Konzil von Konstanz (1414-1418)*, Paderborn, 1991, p. 280 : « Die Verlesung der 260 Artikel wurde auf Intervention Fillastres auf die nächste Sitzung verschoben ».

17. *Conciliorum Œcumenicorum Decreta* [désormais cité COD], éd. G. ALBERIGO *et al.*, Bâle, 1962, p. 391-392.

18. COD, p. 403.

19. L'idée que la pensée théologique de Hus serait une pure copie de celle de Wyclif a été soutenue dans les travaux de J. Loserth à la fin du XIX^e siècle. Il serait arrivé à cette conclusion par une analyse linguistique soignée consistant à confronter les principaux textes de Wyclif et de Hus : voir J. LOSERTH, *Hus und Wyclif. Zur Genesis der husitischen Lehre*, Prague-Leipzig, 1884. En lien avec ces problèmes historiographiques, voir F. ŠMAHEL, *Die Hussitische Revolution*, Hanovre (3 vol.), 2002, vol. I, p. 41. En effet, si l'influence wyclifite est indiscutable, on souligne aujourd'hui l'appropriation créative et sélective de la part de Hus des concepts théologiques développés par Wyclif ; un exemple clair de cette attitude apparaît dans H. KAMINSKY, *A History of The Hussite Revolution*, Oregon, 2004 [réédition du texte publié en 1967 par University California Press], p. 7-35. Voir aussi O. MARIN, *L'Archevêque, le maître et le dévot. Genèses du mouvement réformateur pragois (1360-1419)*, Paris, 2005. Concernant les différences entre la pensée de Hus et celle de Wyclif, cf. P. DE VOOGHT, « Jean Hus à l'heure de l'œcuménisme », *Irénikon*, 36/3 (1969) p. 193-313 ; Id., « *Universitas predestinatorum et congregatio fidelium* dans l'ecclésiologie de Jean Hus », *Ephemerides Theologicæ Lovanienses*, 32/3-4 (1956), p. 487-534 ; Id., *L'Hérésie de Jean Hus*, Louvain, 1960 ; Id., *Husiana*, Louvain, 1960 ; et Id., *Jean Hus au Symposium Husianum Pragense*, Paris, 1965-1966. Plus récemment, sur le même sujet, A. PATSCHOVSKY, « Ekklesiologie bei Johannes Hus », dans H. BOOCKMANN, B. MOELLER, B. et K. STACKMANN éd., *Lebenslehren und Weltenwürfe im Übergang vom Mittelalter zur Neuzeit. Politik-Bildung-Naturkunde-Theologie*, Göttingen, 1989, p. 370-399 ; B. TÖPFER, « Lex Christi, dominium und kirchliche Hierarchie bei Jan Hus im Vergleich mit John Wyclif », dans F. SEIBT éd., *Jan Hus, zwischen Zeiten, Völkern, Konfessionen*, Munich/Oldenbourg, 1997, p. 157-166 et E. S. MOLNÁR, « Wyclif, Hus and the Problem of Authority », dans F. SEIBT éd., *Jan Hus, zwischen Zeiten...*, p. 167-182.

s'articulait autour de l'identification de l'hérésie de Wyclif avec celle de Hus et le mouvement de réforme tchèque dont il était la tête plus visible.

Sans nier la possibilité qu'il existât des divergences théologiques entre les Pères du concile et Hus, notre travail part de l'hypothèse que la sanction d'hérésie se trouvait souvent étroitement liée à une redéfinition des rôles – dans bien des cas circonstancielle – dans l'appareil de pouvoir de la *politia* ecclésiastique²⁰. En effet, nous centrerons notre intérêt sur l'étude des logiques qui font qu'une doctrine potentiellement hétérodoxe se trouve définie comme hérétique. Nous ne voulons pas nier par là que certaines des thèses de Wyclif, Hus et Jérôme fussent hérétiques aux yeux des Pères du concile, mais ce qui nous intéresse, ce sont les raisons qui ont mené à leur condamnation finale. La confirmation de l'hérésie, y compris dans ce que l'on nomme l'hérésie académique, n'est pas exclusivement la réponse de l'autorité ecclésiastique à une pensée qui s'éloigne de la *fides* de l'Église, c'est aussi un processus dialectique dans lequel l'autorité ecclésiastique et la personne et/ou le groupe hérétique redéfinissent leurs rôles par rapport à la structure hiérarchique de l'Église²¹.

Si, dans le cas du procès contre Hus, on a étudié de quelle manière le réformateur tchèque avait redéfini son attitude face à l'autorité ecclésiastique à plusieurs moments de la *causa*, en revanche, on n'a pas étudié en profondeur de quelle manière le concile a redéfini son propre rôle au sein de la structure hiérarchique de l'Église à travers les pratiques judiciaires de la *causa fidei*²². Notre principal propos n'est pas tant d'élucider l'orthodoxie ou hétérodoxie des différentes postures théologiques exprimées dans les procès pour hérésie, mais

20. Cf. L. E. KURTZ, «The Politics of Heresy», *American Journal of Sociology*, 88/6 (1983), p. 1085-1115. Bien que l'auteur analyse l'affaire de la «controverse moderniste» de la fin du XIX^e siècle, l'étude est intéressante du point de vue méthodologique, dans la mesure où elle s'occupe d'étudier les conditions institutionnelles.

21. Sur le concept d'hérésie, cf. H. KAMINSKY, «The Concept of Heresy in the Late Middle Ages», dans F. ŠMAHEL éd., *Häresie und vorzeitige Reformation...*, p. 1-22; M. LAMBERT, «Die Häresie der Zeit», dans F. SEIBT éd., *Jan Hus, zwischen Zeiten, Völkern, Konfessionen...*, p. 59-66.

22. N'ayant pas obtenu la protection attendue du roi, qui se montrait plus intéressé à libérer son règne de sa *fama* d'hérésie que de s'engager sérieusement dans le mouvement réformateur, Hus commença à radicaliser de plus en plus ses postures en rendant impossible n'importe quelle tentative pacifique de solution du conflit. Dans ce contexte, son œuvre a surtout été consacrée à polémiquer contre ses ennemis. À cette époque-là il écrivit, entre autres, le *Tractatus de Ecclesia* duquel seraient par la suite extraits la plupart des articles condamnés lors du concile de Constance. De la même manière, ce contexte polémique le mena à développer sa doctrine de la *Lex Dei* à laquelle le droit canonique devait s'adapter. Ce dernier ne devait être respecté que dans la mesure où il fut respectueux avec la *lex Domini*. Cette conception se reflète bien dans son écrit polémique *Contra Palecz* où, entre autres, il soutenait que les décisions d'un juge devaient être fondées sur les écritures sacrées. Cf. à ce sujet *Contra Palecz*, éd. J. ERŠIL, *MIHO*, t. XXII (Polemica), Prague, 1965, p. 259-260.

d'établir quelles sont les relations entre la sanction pour hérésie et la construction de l'autorité conciliaire.

Les pratiques judiciaires, et en particulier la lente adoption de la forme procédurale de l'*inquisitio*, ont été étudiées en relation avec la consolidation des distinctes instances de pouvoir. Alors que Robert Moore a consacré ses études à l'examen des liens existant entre la consolidation du pouvoir papal à partir du XI^e siècle et la persécution de la dissidence religieuse²³, Massimo Vallerani et Mario Ascheri, entre autres, se sont penchés sur la caractérisation et l'explication du lien existant entre les pratiques judiciaires inquisitoriales et la consolidation du pouvoir communal des villes italiennes²⁴. De son côté, Jacques Chiffolleau a analysé les liens existant entre les grands procès politiques de la fin du XIV^e siècle et du début du XV^e siècle et la consolidation du pouvoir monarchique²⁵. À partir des recherches de ces auteurs et en reprenant beaucoup de leurs idées, nous pensons pouvoir soutenir de manière analogue que, dans le cas des procès inquisitoriaux menés au sein du concile de Constance, on peut constater un lien très étroit entre les pratiques inquisitoriales et la consolidation de l'autorité conciliaire au cœur de l'*ordo iudicarius* ecclésiastique, lien qui mérite d'être étudié et qui n'a pas encore été expliqué en détail.

Nombreux sont les auteurs, cependant, qui ont au moins signalé cette relation sans l'avoir étudiée en profondeur. Brian Tierney lui-même, en effet, avait déjà suggéré vers la fin des années 60 qu'il existait certains liens avec la promulgation du décret *Haec sancta* dans lequel, en même temps qu'on affirmait la supériorité conciliaire en matière de foi, les *causae fidei* étaient expressément mentionnées²⁶.

23. R. MOORE, *Formation of a Persecuting Society: Authority and Deviance in Western Europe 950-1250*, Oxford/New York, 1987, et Id., «Heresy, Repression, and Social Change in the Age of Gregorian Reform», dans S. L. WAUGH, P. DIEHL éd., *Exclusion, Persecution and Rebellion. Christendom and its Discontents*, Cambridge, 1996, p. 19-46.

24. M. VALLERANI, *La giustizia pubblica medievale*, Bologne, 2005; M. ASCHERI, «Introducción», dans *Tribunali, Giuristi e Istituzioni. Dal Medioevo all'Età moderna*, rééd. Bologne, 1995, p. 7-22 et, plus récemment, Id., *La città-Stato*, Bologne, 2006. Sur le problème de la justice, on verra D. QUAGLIONI, *La giustizia nel Medioevo e nella prima età moderna*, Bologne, 2004, et plus récemment J. CHIFFOLEAU, C. GAUVARD et A. ZORZI éd., *Pratiques sociales et politiques judiciaires dans les villes de l'Occident à la fin du Moyen Âge*, Rome, 2007, en particulier l'introduction (p. 1-29) et la conclusion (p. 712-729).

25. J. CHIFFOLEAU, «Dire l'indicible. Osservazioni sulla categoria del "nefandum" dal XII al XV secolo», dans J. C. MAIRE VIGUEUR et A. PARAVICINI BAGLIANI éd., *La parola all'acusato*, Palerme, 1991, p. 42-73.

26. B. TIERNEY, «Hermeneutics and History. The Problem of the *Haec Sancta*», dans T. A. SANDQUIST et M. R. POWICKE éd., *Essays in Medieval History presented to Bertie Wilkinson*, Toronto, 1969, p. 365. Le texte du décret dit: «... obedire tenetur in his quae pertinent ad fidem et extirpationem dicti schismatis, ac reformationem dictae ecclesiae in capite et in membris».

De son côté aussi Philip Stump – connu pour ses travaux sur les réformes durant le concile de Constance – a attiré l'attention sur la coïncidence temporelle qui existait entre la promulgation du décret *Haec sancta*, le début du procès en vue d'obtenir la déposition de Jean XXIII et l'accélération de la procédure dans les autres procès inquisitoriaux pour hérésie contre Wyclif, Hus et Jérôme de Prague²⁷. Si cette relation est soulignée par l'auteur en raison de son intérêt pour d'autres questions relatives aux travaux de réforme durant le concile, elle n'est pas étudiée en profondeur en elle-même. De la même façon, Thomas Morrissey a souligné l'importance du lien conjonctuel qui unissait l'affirmation de l'autorité conciliaire, le procès en vue de la déposition papale et le reste des *causae fidei*. Dans ce sens, selon lui, la véhémence de la réaction conciliaire par rapport à celles-ci est une question qui n'a pas été envisagée de manière satisfaisante²⁸. Dans le champ des *studia hussitica* proprement dites, on a aussi noté le lien entre la promulgation du décret *Haec sancta* et les faits du procès contre Hus. Ainsi, avec un point de vue plutôt polémique, Matthew Spinka a signalé que la validité du procès fait à Hus impliquait directement d'accepter la validité du décret *Haec sancta*²⁹. Le bénédictin belge Paul De Vooght faisait aussi référence à cette question controversée quand il affirmait que la validité de ce qui avait été fait par le concile de Constance, dans le laps de temps séparant les dépositions papales de l'élection de Martin V, se trouvait confirmée par l'approbation papale postérieure, exprimée dans la bulle *Inter cunctas* en relation avec ce qui avait été décidé antérieurement *conciliariter*³⁰. Récemment, cette problématique a été étudiée par Jiří Kejř dans son travail sur les incidences procédurales de la *causa Hus*³¹. Les positions de ces trois auteurs paraissent mettre en évidence l'étroite relation existant entre la consolidation de l'autorité conciliaire après la fuite de Jean XXIII et le cours des procès pour hérésie. Or, selon notre point de vue, cette relation a un caractère beaucoup plus profond que ce que l'on lui a reconnu en

27. Sur les connexions temporelles, cf. P. H. STUMP, *The Reforms of the Council of Constance (1414-1418)*, Leyde, 1994, p. 24-26. Sur l'idée de *representatio*, tant dans la pensée conciliaire que dans la pensée séculière postérieure, est très utile l'étude de H. HOFMANN, *Rappresentanza-Representatione. Parola e concetto dall'antichità all'ottocento*, Milan, 2007 [l'édition originale allemande est de 1974].

28. T. MORRISSEY, «After Six Hundred Years: The Great Western Schism, Conciliarism, and Constance», *Theological Studies*, 40 (1979), p. 506, n. 21.

29. M. SPINKA, *John Huss at the Council of Constance*, New York, 1963, p. 76.

30. Pour le texte de la bulle *Inter cunctas*, cf. MANSI, *Sacrorum conciliorum nova et amplissima collectio*, t. XXVIII, coll. 590-593. Le changement de position de De Vooght peut être observé dans les textes suivants : P. DE VOOGHT, «Le conciliarisme aux conciles de Constance et Bâle : compléments et précisions», *Irenikon*, 36/1 (1963), p. 61-74 (p. 64), et «Resultados recientes de la investigación histórica sobre el conciliarismo», *Concilium*, 64 (1971), p. 125-131 (p. 128 : «La cuestión de si Martín V aprobó o no el decreto *Haec sancta* es, de hecho, totalmente secundaria...»).

31. J. KEJŘ, *Die causa Johannes Hus und das Prozessrecht der Kirche...*, p. 131-135.

général. Il ne s'agirait exclusivement, ni d'une aléatoire et fortuite coïncidence temporelle, ni de sa relation avec l'approbation pontificale postérieure, mais plutôt d'une relation qui, en substance, doit être entendue au sein d'un contexte ecclésiologique plus large de redéfinition institutionnelle des instances de pouvoir ecclésiastique en possession de la *clavis scientiae* et de la *clavis potestatis*, qui impliquaient autant le pouvoir du concile que le pouvoir épiscopal et celui de la corporation universitaire³².

Les actiones synodales : omne totum sua parte maius est

Dans le cadre des études conciliaires, l'intérêt s'est centré sur l'analyse de l'articulation théorique entre pouvoir papal et pouvoir conciliaire dans les principaux traités ecclésiologiques et les gloses des canonistes. Ces dernières années, toutefois, l'intérêt s'est transféré de la « théorie » à la « praxis »³³. L'objectif de ces études consiste en fait à analyser comment les *actiones synodales* sur les questions théologiques ponctuelles peuvent éclairer la manière dont les membres du concile entendaient en pratique l'autorité qu'ils cherchaient à affirmer. Le récent travail de Stefan Sudmann, centré sur ce que l'auteur dénomme la *synodale Praxis* dans le cas du concile de Bâle, offre un exemple clair à ce sujet et illustre très bien ce changement de focalisation³⁴. Dans sa recherche, l'auteur ne cherche pas tant à examiner ce que pensent et expriment les acteurs à propos de l'autorité conciliaire, que les conceptions à propos de celles-ci que l'on peut dégager des *actiones synodales*. Or, que se passe-t-il lors du concile de Constance ? Peut-on parler aussi d'une *praxis synodale* ? Les principales études sur le phénomène conciliaire ont souvent opposé, à juste titre, le « conciliarisme » modéré du concile de Constance au « conciliarisme » radical du concile de Bâle et sa prétention à réaliser une véritable *imitatio papae* en relation avec sa pratique

32. À propos de ce problème, cf., entre autres auteurs, P. McKEON, « *Concilium generale and Studium generale: The Transformation of Doctrinal Regulation in the Middle Ages* », *Church History*, 35/1 (1966), p. 24-34; J. KOCH, *Kleine Schriften*, vol. 2, Rome, 1973; A. E. BERNSTEIN, *Pierre d'Ailly and the Blanchard Affaire*, Leyde, 1978; W. COURTENAY, « Inquiry and Inquisition: Academic Freedom in Medieval Universities », *Church History*, 58/2 (1989), p. 168-181; D. TABER, « The Teaching Authority of the Theologian », *Church History*, 59/2 (1990), p. 163-174; B. J. CAIGER, « Doctrine and Discipline in the Church of Jean Gerson », *Journal of Ecclesiastical History*, 41/3 (1990), p. 389-407; J. MIETHKE, « Papst, Ortsbischof und Universität in den Pariser Theologenprozessen des 13. Jahrhunderts », dans A. ZIMMERMANN éd., *Die Auseinandersetzungen an der Pariser Universität im XIII. Jahrhundert*, Berlin, 1976, p. 52-94; J. MIETHKE, « Eresia dotta e disciplinamento ecclesiastico... »; L. PASCOE, *Church and Reform. Bishop, Theologians and Canon Lawyers in the Thought of Pierre d'Ailly*, Leyde, 2005.

33. S. SUDMANN, *Das Basler Konzil. Synodale Praxis zwischen Routine und Revolution*, Frankfurt-sur-le-Main, 2005, p. 11-13.

34. *Ibid.*, p. 11-18.

administrative et judiciaire³⁵. Le contraste entre les deux conciles a justement eu pour conséquence que l'on a laissé de côté le problème de la praxis synodale du concile de Constance. Que s'est-il passé entre l'approbation du décret *Haec sancta* et l'élection du nouveau pape Martin V ? À quoi faisait référence ce dernier quand il mentionnait dans la bulle *Inter cunctas* qu'il acceptait tout ce qui avait été décidé *conciliariter* ? Si le concile n'a jamais essayé de modifier la structure hiérarchique de l'Église en éliminant l'office papal, que se passe-t-il avec l'exercice de la *plenitudo potestatis* dans le laps de temps qui sépare la déposition de Jean XXIII de l'élection du nouveau pontife ?

Après la promulgation de *Haec sancta*, il était pratiquement impossible de nier que le pouvoir ecclésiastique résidât d'une certaine manière dans le Concile. Or, les principaux problèmes et débats se présentèrent au moment de spécifier de quelle manière. Selon une vision « conciliariste » modérée représentée par Pierre d'Ailly, un concile possédait une autorité supérieure à celle d'un pape qui agirait seul, sans tenir compte de l'autorité conciliaire, mais il soulignait toutefois la direction du pape au sein du concile. Le cardinal d'Ailly affirmait en même temps sans ambiguïté que l'autorité d'un tout (dans ce cas, le concile) était supérieure à celle d'une partie³⁶.

Au début du concile de Constance déjà, les positions doctrinales de Wyclif avaient donné lieu à un débat sur l'autorité qui les condamnerait. Dans un texte anonyme d'un « mendiant » apparaissent les premiers échos de la polémique sur l'instance ecclésiastique qui devait s'occuper de la condamnation de ces thèses³⁷. Comme l'exprimait l'auteur anonyme, le débat tournait autour de la question de savoir si la condamnation devait être prononcée avec la formule papale *nos hoc sacro approbante concilio* ou au nom du concile *Sacrosantum concilium dampnat, etc.*, comme le souhaitait Pierre d'Ailly³⁸. Selon l'auteur anonyme, le concile ne devait pas juger lui-même car il recevait son autorité *ex capite* et il ne lui revenait pas de prononcer une condamnation en tant que *caput principale*, mais la sentence devait être prononcée par le pape avec le consentement du concile³⁹. Dans le même document anonyme, on accusait Pierre d'Ailly d'avoir soutenu, dans un traité contre le franciscain Johannes de Gracia, que de même

35. *Ibid.*, p. 19. Sur les problèmes terminologiques autour du « conciliarisme radical » ou du « conciliarisme modéré », cf. F. OAKLEY, *The Conciliarist Tradition. Constitutionalism in the Catholic Church 1300-1870*, Oxford, 2003, p. 61.

36. PIERRE D'AILLY, *Tractatus de potestate ecclesiastica*, dans JEAN GERSON, *Opera omnia*, éd. L. E. DU PIN, Anvers, 1706, II, 757. Cf. B. TIERNEY, « Divided Sovereignty at Constance... », p. 246.

37. Ce débat est partiellement analysé dans G. ALBERIGO, *Chiesa conciliare : Identità e significato del conciliarismo*, Brescia, 1981, p. 141-143, et L. R. LOOMIS, « The Organization by Nations at Constance », dans *Id.*, *The Council of Constance. The Unification of the Church...*, p. 194.

38. H. FINKE éd., *Acta Concilii Constanciensis*, Münster, 1896-1928 (ACC), III, 47-48.

39. ACC, III, 47-48.

qu'en France le parlement pouvait réprover et juger un roi, le pape pouvait être déposé par l'assemblée conciliaire⁴⁰.

Il est révélateur d'observer que, dans sa réponse à l'auteur «mendiant» anonyme, le cardinal avait perçu avec acuité combien les problèmes posés par le choix de la formule par laquelle on devait condamner les thèses de Wyclif n'étaient pas une question insignifiante mais, tout au contraire, très importante⁴¹. Selon d'Ailly, les formules *placuit sancto concilio*, *concilium definit* ou bien *statuit sanctum concilium* apparaissaient dans les *libri conciliorum*, y compris dans le *Decretum* et les *Decretales*. Cette formule convenait mieux car elle était *conformior theologie* dans la mesure où, selon les *Actes des Apôtres*, l'autorité qui définissait les questions relatives à la foi n'avait pas été conférée uniquement à Pierre lorsqu'on disait *Placuit nobis collectis in unum*. En outre, le cardinal d'Ailly profitait de l'opportunité pour rappeler la supériorité de l'autorité d'un concile *quando agitur de facto pape*⁴². L'argumentation de Pierre d'Ailly se référait ensuite à un thème épineux. Si le concile tirait son autorité seulement *ex capite*, alors l'autorité *domini nostri papae* (Jean XXIII) était également mise en doute, car elle dépendait elle-même en dernière instance du concile de Pise, et celui-ci n'avait clairement pas fondé son autorité pour juger et définir *ex capite*, mais avait été convoqué par les cardinaux sans l'autorité pontificale⁴³. À partir de cet exemple, d'Ailly soutenait que le concile, une fois réuni, formait un *corpus mysticum* et que c'était donc une erreur d'affirmer qu'une partie était supérieure au tout⁴⁴. Le cardinal critiquait ensuite l'opinion de certains juristes selon laquelle seul le pape avait le pouvoir de définir et de juger, car il ne revenait au concile qu'une fonction simplement consultative⁴⁵. À propos de cela, d'Ailly se demandait rhétoriquement ce qu'il se passait si le jugement d'un pape contredisait l'Église ou le concile. Selon certains, seule l'*ecclesia universalis* ou bien son instance représentative, le concile général, possédait le *privilegium auctoritatis* conféré par le Christ de ne pas se tromper *in fide*, en revanche un pape pouvait se tromper sur ces questions. De manière surprenante, le cardinal d'Ailly, pris d'une certaine ferveur polémique, s'était vu obligé de soutenir la posture que *secundum aliquos* un concile ne pouvait se tromper, alors que dans

40. *Ibid.*

41. Acc, III, 48-50.

42. *Ibid.* Cf. P. H. STUMP, *The Reforms of the Council of Constance...*, p. 89, et PIERRE D'AILLY, *Tractatus de materia concilii generalis*, dans F. OAKLEY éd., *The Political Thought of Pierre d'Ailly*, New Haven, 1964, p. 266.

43. Acc, III, 48-50. Sur la première polémique du concile de Constance, cf. A. LENNÉ, «Der erste literarische Kampf auf dem Konstanzer Konzil im November und Dezember 1414», *Römische Quartalschrift*, 28 (1914), p. 61-86.

44. Acc, III, 48-50.

45. *Ibid.*

d'autres passages de son œuvre, il s'était montré assez peu enclin à accepter l'infailibilité conciliaire⁴⁶. Peut-être conscient de cette contradiction, le cardinal se voyait par la suite obligé de mentionner que, dans le texte polémique contre Johannes de Gracia, il avait lui-même affirmé que beaucoup de conciles, entre autres le concile de Pise, s'étaient trompés *in fide*⁴⁷. Alors que Jean de Mauroux, le patriarche latin d'Antioche, franchement opposé à ces thèses, soutenait que la condamnation devait être prononcée au nom du pape, avec l'ajout *hoc sacro approbante concilio* car celui-ci *nullam auctoritatem habe[t] nisi ex capite*, selon d'Ailly, la condamnation devait être prononcée au nom du concile car *concilium est maius papa cum sit totum, et papa sit pars eiusdem*. En outre, d'Ailly affirmait que le concile, incluant le pape, ne recevait pas son *auctoritas* de celui-ci, mais directement du Christ lui-même⁴⁸. On évitait soigneusement de cette manière de faire allusion à l'opposition entre pape et concile, mais en même temps, on proclamait que l'autorité du concile était supérieure à celle d'un pape.

Cette position, cependant, laissait en suspens le problème de savoir à quelle instance ecclésiastique on devait obéir dans le cas d'un désaccord entre le pape et le concile. Cette question fut débattue de nouveau, et avec intensité, vers la fin de 1416, dans une polémique déclenchée entre le dominicain Leonardo Statius de Datis, qui défendait une position propapiste, et un représentant conciliaire anonyme, qui défendait une position proconciliaire radicale⁴⁹. Si le débat eut lieu après les procès pour hérésie que nous étudions ici, il nous semble qu'il reflète néanmoins très bien les problèmes ecclésiologiques qui se présentèrent au moment de définir l'autorité conciliaire après la fuite de Jean XXIII.

Selon le dominicain, le concile aurait seulement prononcé une *sententia declarativa* de déposition sans nécessité d'une procédure publique, car le pape aurait perdu son office *ipso facto* en raison de sa conduite hérétique. L'auteur anonyme posait expressément le problème qui se présenterait dans ce cas, puisqu'un pape légitime pourrait être accusé et déposé par ses ennemis sans procès de déposition. En outre, la position de Statius impliquerait d'aller contre ce qui avait été fait lors du concile de Constance, dans la mesure où les Pères avaient

46. *Ibid.* Cf. H. J. SIEBEN, *Traktate und Theorien zum Konzil. Vom Beginn des grossen Schismas bis zum vorabend der Reformation (1378-1521)*, Francfort-sur-le-Main, 1983, p. 149-206.

47. ACC, III, 48-50.

48. G. ALBERIGO, *Chiesa concilare...*, p. 141-143. Les textes sont cités par l'auteur. Pour le texte de JEAN DE MAUROUX, cf. DU PIN, II, 952 A-B ; pour celui de PIERRE D'AILLY, cf. ACC, III, 48-50. Plus récemment, sur ce même sujet, on verra T. IZBICKI, « Reform and Obedience in Four Conciliar Sermons by Leonardo Dati O.P. », dans T. IZBICKI et C. BELLITTO, *Reform and Renewal in the Middle Ages and the Renaissance. Studies in Honor of Louis Pascoe, S.J.*, Leyde, 2000, p. 174-192.

49. Le débat a été étudié par B. TIERNEY, « Divided Sovereignty at Constance... », et T. IZBICKI, « Reform and Obedience... », p. 174-192.

déposé Jean XXIII lors d'un procès et que la culpabilité d'un pape hérétique pouvait seulement être démontrée par les instances probatoires lors du procès⁵⁰.

Il résultait de ce raisonnement que, pour pouvoir juger un pape, le concile devait posséder une *iurisdictio* supérieure à celle du pontife et que sa *potestas executiva* était, alors, également supérieure⁵¹. En dernière instance, ce qu'affirmait l'auteur anonyme conciliariste était que la *plenitudo potestatis* était unique et indivisible ou n'était pas⁵². Si la logique défendue par l'auteur anonyme ne peut clairement pas être attribuée à tous les membres du concile, elle nous offre la possibilité d'observer l'*ultima ratio* – parfois au prix de certaines contradictions logiques – du fondement de l'autorité conciliaire. Au centre du débat, en effet, se trouvait la *potestas executiva* du concile et sa consolidation, au moins circonstancielle, comme ultime instance hiérarchique de l'Église en possession de *clavis potestatis*⁵³. Comme l'affirmait l'auteur conciliariste anonyme, le procès de déposition de Jean XXIII avait constitué le principal exemple de son exercice.

Ce débat allait acquérir une importance particulière avec la fuite de Jean XXIII. Ce qui était en jeu dans les procès de Constance, après la fuite du pontife, était essentiellement la définition de la relation entre le pape et le concile qui avait été scrupuleusement laissée de côté tant que le pape appuyait le concile. Pour cette raison, ces procès furent une scène particulièrement adéquate pour déployer la supériorité conciliaire dans un contexte de grande faiblesse institutionnelle. Si, par rapport à d'autres questions, ces problèmes relatifs à la foi étaient de moindre importance, ils servaient en même temps de forum pour mettre en scène les principales conceptions de l'autorité du concile.

Un véritable *Schauprozess*, lors duquel fut déposé Jean XXIII⁵⁴, succéda immédiatement à la fameuse cinquième session, pendant laquelle on avait approuvé le texte de *Haec sancta*. La clef pour faire un procès aux pontifes qui refusaient d'abdiquer était la possibilité d'accuser le pape d'hérésie. La preuve de l'hérésie du pape était au cœur de l'argumentation conciliaire car le pouvoir de le

50. Acc, II, 709.

51. Sur le terme *iurisdictio* est indispensable l'étude de P. COSTA, *Iurisdictio...*, p. 104, et également, sur le même concept, B. TIERNEY, *Religion, Law and the Growth of Constitutional Thought (1150-1650)*, Cambridge, 1982.

52. Acc, II, 710 ; Acc, II, 729.

53. Sur la distinction entre *clavis scientiae* et *clavis potestatis*, cf. B. TIERNEY, *The Origins of Papal Infallibility, 1150-1350*, Leyde, 1988, p. 39-45. Cette distinction apparaît dans le *Decretum*, Dist. 20, ante, c. 1.

54. W. BRANDMÜLLER, *Das Konzil von Konstanz...*, p. 295. Cf. aussi H. ZIMMERMANN, «Die Absetzung der Päpste auf dem Konstanzer Konzil. Theorie und Praxis», dans A. FRANZEN, W. MÜLLER éd., *Das Konzil von Konstanz. Beiträge zu seiner Geschichte und Theologie*, Freiburg, 1964, p. 113-137.

juger revenait au concile. La phase d'accusation du pape Jean XXIII fut menée du 13 au 25 mai et se conclut finalement le 29 mai. Au début, certains cardinaux hésitèrent sur l'attitude à adopter, mais comme ils s'aperçurent rapidement que l'abdication de Jean XXIII était inévitable en raison du mauvais climat qui régnait dans le concile à son égard, ils se virent obligés d'accepter le procès⁵⁵.

Le texte de la session du 29 mai omettait de toute évidence les détails à propos du cours du procès et, suivant les lois du *decorum* et de l'*honestas* relatives à l'office papal, réduisit l'arsenal d'accusations à la seule viable contre un pape : l'accusation d'hérésie⁵⁶. Jean XXIII, en effet, paraissait soutenir des positions hétérodoxes, scandaliser l'Église et s'opposer à son unité de manière incorrigible. Les Pères du concile avaient scrupuleusement laissé de côté un nombre important d'accusations car, dans bien des cas, elles ne pouvaient être assimilées à un comportement hérétique⁵⁷. Mais beaucoup d'autres crimes publics et notoires qui scandalisaient l'Église étaient énumérés dans le décret⁵⁸. Les principales accusations consistaient à avoir prolongé le Schisme par sa scandaleuse fuite à Constance, rompant de cette façon sa promesse d'abdication pacifique ; on l'accusait également d'avoir scandalisé l'Église par son comportement notoirement simoniaque, qui lui aurait même valu son élection comme pape, et on l'accusait finalement d'avoir dilapidé les biens de l'Église⁵⁹. Tous ces actes, pour être objets de scandale pour l'Église, étaient assimilés à un comportement hérétique⁶⁰.

Il est curieux que le texte de la sentence de déposition ait insisté particulièrement sur le fait que le pape, non seulement avait eu des comportements

55. W. BRANDMÜLLER, *Das Konzil von Konstanz...*, p. 284.

56. Cf. P. H. STUMP, *The Reforms of the Council of Constance...*, p. 131-137. L'auteur étudie les projets de réforme et les raisons pour lesquelles ils ont été acceptés ou refusés par le concile. À propos des dépositions papales, il analyse le projet du décret *Romanus pontifex* (Common collection c. 5) dans lequel on cherchait à énumérer les crimes qui, en étant objets de scandale pour l'Église, pouvaient être assimilés au concept d'hérésie : «... hoc decreto perpetuo declaramus et diffinimus quod summus pontifex non solum de haeresi sed et de simonia et quocumque alio crimine ecclesiam dei notorie scandalizante, de quo et sollempniter monitus saltem per annum post monitionem incorregibilis appareat, possit per generale concilium puniri etiam per depositionem a papatu». Finalement, et selon les lois du *decorum* face à l'office papal, ce projet de décret fut omis et on préféra choisir un serment *ad hoc*.

57. W. BRANDMÜLLER, *Das Konzil von Konstanz...*, p. 288.

58. Le texte de la sentence est cité dans COD, p. 393.

59. Sur l'assimilation des pratiques simoniaques à l'hérésie dans la tradition scolastique, cf. P. DE VOOGHT, « La "simoniaca haeresis" selon les auteurs scolastiques », *Ephemerides Theologicae Lovanienses*, 30/1 (1954), p. 64-80 ; Id., « La "simoniaca haeresis" de saint Thomas à Jean Hus », dans Id., *Hussiana...*, p. 378-399 ; J. LECLERCQ, « Simoniaca haeresis », *Studi Gregoriani*, 1 (1947), p. 523-530 ; pour le contexte du Schisme, cf. Simon DE CRAMAUD, *De subtractione obediencie*, éd. H. KAMINSKY, Cambridge, 1984, p. 48.

60. W. BRANDMÜLLER, *Das Konzil von Konstanz...*, p. 288.

hérétiques dans le passé, mais qu'il était un fait constaté par tous que Jean XXIII, en essayant de fuir et de prolonger ainsi le Schisme, avait commis une hérésie. Cet intérêt spécial à démontrer la persistance du comportement hérétique du pape apparaît dans le binôme de verbes *fuisse et esse illicitum* et *sandalizasse et scandalizare*. Cela était peut-être dû au fait que la plupart des témoignages contre Jean XXIII, à propos de son comportement avant la fuite à Constance, étaient certainement contestables d'un point de vue légal, car la majorité des témoins mentionnaient avoir appris ses actes hérétiques antérieurs seulement par ouï-dire⁶¹. Toutes les accusations de notoriété publique étaient au contraire la véritable clef pour accuser le pape d'hérésie, car il n'y avait qu'à se référer aux faits de sa fuite scandaleuse. C'est ainsi que la *sententia* de déposition répétera jusqu'à satiété le caractère public et notoire de son hérésie, car l'Église ne pouvait de toute évidence juger personne *de occultis* et encore moins la tête de la hiérarchie⁶².

Dans le cas du procès contre le pape se présentait en outre un problème pressant, car dans ce cas particulier on ne pouvait recourir à la fiction légale traditionnelle qui stipulait que la conduite hérétique d'un pape conduisait *ipso facto* à sa déposition. Comme nous le mentionnions précédemment, il ne faut pas perdre de vue que, dans le cas du concile de Constance, mettre en doute la légitimité du pape impliquait que l'on semât simultanément le doute à propos de la légitimité du concile lui-même, convoqué par Jean XXIII⁶³.

Comme nous l'avons dit, il n'est pas fortuit que, dans ces circonstances, le concile se penche sur trois des cas les plus importants concernant la *causa fidei*. Les procès de Wyclif, Hus et Jérôme de Prague se déroulèrent dans un contexte marqué par une grande incertitude à l'égard de la légitimité du concile agissant contre le pape qui l'avait convoqué. L'issue face à cette véritable crise d'identité avait été la promulgation du décret *Haec sancta Synodus*. Peu de temps après, le procès pour hérésie contre le pape s'était présenté comme une occasion

61. *Ibid.*, p. 288-289.

62. Le principe avait été énoncé par Innocent III dans la décrétale *Sicut*, X 5.3.33 : « Si excessus eorum esset ecclesie manifestus, que non iudicat de occultis, pena essent canonica ferendi ». Cf. aussi *Tua nos*, X 5.3.34 : « Nobis datum est de manifestis tantummodo iudicare... », en opposition à Dieu « ... qui scrutator est cordium et cognitor secretorum ». Cf. H.A. KELLY, « Inquisitorial Due Process and the Status of Secret Crimes », *Proceedings of the Eight International Congress of Medieval Canon Law* (UCSD, 1988), éd. S. CHODOROW, *Monumenta iuris canonici*, Series C: Subsidia Vol. 9, Vatican, 1992, p. 407-428. Sur ce problème, voir J. CHIFFOLEAU, « "Ecclesia de occultis non iudicat". L'Église, le secret, l'occulte (XII^e-XV^e siècle) », dans *Il segreto/The secret, Micrologus, Natura Scienza e Società Medievali*, XIV (2006), p. 359-481.

63. Sur ce point, nous ne sommes pas d'accord avec l'opinion exprimée par W. BRANDMÜLLER, *Das Konzil von Konstanz...*, p. 299 : « Es ist zu Konstanz kein wirklicher, legitimer Papst, wirklich abgesetzt worden ».

particulièrement propice pour démontrer la supériorité du concile sur le pape en matière de foi. Si le conciliarisme de la majorité des Pères de Constance était essentiellement conservateur, dans la mesure où ils ne cherchaient pas à restreindre le pouvoir du pape mais bien à le restaurer pleinement en le débarrassant de ses vices, dans cette conjoncture concrète liée au procès du pape, ils avaient réclamé pour eux-mêmes la *plenitudo potestatis in foro exteriori*⁶⁴. Après ce jugement, les procès contre Wyclif, Hus et Jérôme de Prague apparaissaient comme des occasions propices pour mettre en scène, non seulement la supériorité du concile en matière de foi, mais aussi la possession transitoire de *plenitudo potestatis*.

La praxis judiciaire : entre symbole et indice

La *causa unionis* impliquait une forte réaffirmation de l'autorité conciliaire et celle-ci supposait à son tour la capacité du concile à résoudre définitivement des questions relatives à la foi. À partir du moment où celui-ci réclamait pour lui la *plenitudo potestatis*, il apparaissait comme une nouvelle sphère de pouvoir qui demandait à être définie. Elle semblait créée et définie, non seulement par les pratiques symboliques et liturgiques, mais aussi par les pratiques judiciaires⁶⁵.

Dans ce sens, l'étude de Hans Schneider analyse l'importance des pratiques symboliques du concile de Constance en relation avec le sceau qui servait à ratifier les décisions conciliaires. Tant que Jean XXIII appuyait le concile, le problème du sceau ne se posait pas, car les documents conciliaires

64. La plupart des chercheurs reconnaissent que les principaux théologiens et canonistes de Constance, suivant la tradition canonique, ne cherchaient pas à affirmer une suprématie conciliaire absolue sur le pape, mais à affirmer la nécessité de la célébration régulière des conciles, non pour s'opposer au pape, mais pour l'accompagner dans ses décisions. Cf. B. TIERNEY, *Foundations of Conciliar Theory...*, p. 43-61. Pourtant, les choses changèrent de façon radicale quand Jean XXIII s'échappa. Il était alors nécessaire d'affirmer au moins circonstancielllement la *plenitudo potestatis*. Cf. à ce sujet F. OAKLEY, *The Conciliarist Tradition...*, p. 80.

65. Sur les pratiques liturgiques, voir N.-I. TINTEROFF, «Assemblée conciliaire et liturgie aux conciles de Constance et Bâle», *Cristianesimo nella storia*, 26, 2 (2005), p. 395-425 et Id., «The Councils and the Holy Spirit : Liturgical Perspectives», dans G. CHRISTIANSON, T. IZBICKI, C. BELLITTO, *The Church, The Councils and Reform...*, p. 140-154. Sur le sceau papal et son signifié symbolique durant le concile de Constance, cf. H. SCHNEIDER, «Der Siegel des Konstanzer Konzils. Ein Beitrag zur Geschichte der spätmittelalterlichen Reformkonzile», *Annuario Historiae Conciliorum*, 10/1 (1978), p. 310-345. Sur le procès judiciaire en tant que rituel symbolique, cf. A. GARAPON, *Del giudicare. Saggio sul rituale giudiziario...*, p. 25. Sur le procès en tant que rituel au Moyen Âge, cf. E. COHEN, *The Crossroads of Justice. Law and Culture in Late Medieval France*, Leyde, 1993 ; C. GAUVARD et R. JACOB, «Introduction. Le rite, la justice et l'historien», et A. GARAPON, «L'archéologie du jugement moderne», tous deux dans C. GAUVARD et R. JACOB éd., *Les Rites de la justice. Gestes et rituels judiciaires au Moyen Âge*, Paris, 2000, p. 5-18 et p. 229-238 ; M. VALLERANI, «Modelli processuali e riti sociali nelle città comunali», dans J. CHIFFOLEAU, L. MARTINES et A. PARAVICINI BAGLIANI éd., *Riti e Rituali nelle società Medievali*, Spolète, 1994, p. 115-140.

étaient conçus comme *litterae* papaux avec l'ajout *sacro approbante concilio*. On renoua avec cette pratique, y compris après l'élection du nouveau pape, Martin V⁶⁶. Or, ce qu'il est intéressant d'observer, comme le fait Hans Schneider, est ce qui se passa dans la période séparant les dépositions papales de la part du Concile et l'élection du nouveau pontife. Immédiatement après l'approbation du décret *Haec sancta*, on opta pour le choix de signer les documents conciliaires *sub sigillis presidentium nationum*⁶⁷. Cependant, le procès de déposition de Jean XXIII et la renonciation de Grégoire XII consolidèrent encore plus le concile comme suprême instance hiérarchique de l'Église et menèrent à l'adoption de la part du concile d'un sceau propre avec le motif iconographique des *claves*⁶⁸. En agissant ainsi, le concile ne souhaitait aucunement usurper les privilèges juridiques du pape, mais se présenter lui-même comme le représentant transitoire de l'*ecclesia universalis* à un moment de *sede vacante*⁶⁹.

De manière analogue, les pratiques liturgiques ont été étudiées par Natacha-Ingrid Tinteroff. L'auteur recherche de quelle manière la liturgie contribue à consolider un espace conciliaire différencié et spécifique. Comme dans le cas du rituel de consécration des Églises, dans lequel les pratiques liturgiques jouaient un rôle clé, le déroulement d'un concile s'inscrit dans une ample célébration liturgique⁷⁰. En témoigne une ample tradition d'*ordines* liturgiques qui, depuis le haut Moyen Âge, décrivaient et réglaient les rites conciliaires⁷¹. De la même façon, les débats conciliaires sont ordonnés par la liturgie. Les prières adressées au Saint-Esprit et la certitude de sa direction déterminent les délibérations et les décisions conciliaires en transformant l'assemblée en un espace conciliaire et en permettant ainsi le travail de réforme de l'Église⁷². À partir du moment où le concile a été ouvert, selon les rites liturgiques prescrits par *ordines*, l'espace

66. H. SCHNEIDER, «Der Siegel des Konstanzer Konzils...», p. 326.

67. Cf. MANSI, *Sacrorum conciliorum nova et amplissima collectio*, t. XXVII, col. 611, 627, 631, 644, 645, 603, 606, 783, 862 et t. XVIII, col. 886, 917; H. SCHNEIDER, «Der Siegel des Konstanzer Konzils...», p. 326-327. Cf. ACC, II, p. 763. Sur le rôle joué par les *nationes* lors du concile de Constance, cf. L. R. LOOMIS, «The Organization by Nations at Constance», p. 191-210; J. HOLLNSTEINER, «Studien zur Geschäftsordnung am Konstanzer Konzil. Ein Beitrag zur Geschichte des Parlamentarismus und der Demokratie», et H. FINKE, «Die Nation in den spätmittelalterlichen Konzilien», dans R. BAÜMER éd., *Das Konstanzer Konzil*, Darmstadt, 1977, p. 121-142 et 347-368.

68. H. SCHNEIDER, «Der Siegel des Konstanzer Konzils...», p. 334.

69. *Ibid.*, p. 338.

70. N.-I. TINTEROFF, «Assemblée conciliaire et liturgie...», p. 399.

71. Cf. H. SCHNEIDER, *Die Konzilsordines des Früh- und Hochmittelalters. Ordines de celebrando concilio*, Munich, 1996. Voir aussi J. MIETHKE, «Raumerfassung und Raumbewußtsein auf den allgemeinen Konzilien des Spätmittelalters. Die Repräsentanz der Regionen in der Entwicklung der Geschäftsordnung vom 13. zum 15. Jahrhundert», dans P. MORAW éd., *Raumerfassung und Raumbewußtsein im späteren Mittelalter*, Stuttgart, 2000, p. 127-154.

72. N.-I. TINTEROFF, «Assemblée conciliaire et liturgie...», p. 399 et 402.

conciliaire apparaît comme un espace fermé et purifié par rapport aux lieux qui l'entourent⁷³. L'Église est réunie *ut corpus mysticum* et le Saint-Esprit se trouve présent dans la réunion. Il se produit ainsi une sorte de repli de l'institution sur elle-même. Ce nouvel espace conciliaire doit être protégé. En même temps, à travers les pratiques liturgiques, l'assemblée conciliaire actualise un pouvoir qui, d'ordinaire, est détenu seulement potentiellement et de manière latente par l'Église⁷⁴.

De la même manière, nous pensons pouvoir soutenir que les pratiques judiciaires contribuent aussi à définir ce nouvel espace conciliaire. Le prêche *Prosperum iter*, prononcé par Jean Gerson à l'occasion du voyage de l'empereur Sigismond pour négocier la renonciation de Benoît XIII, reflétait aussi la conscience que les Pères conciliaires avaient des *actiones synodales* à ce moment-là⁷⁵. En quatre thèses, Jean Gerson exprimait clairement comment l'on devait procéder contre wyclifites et hussites. En premier lieu, le concile devait juger la *causa haeresis* sans favoritisme⁷⁶. Il affirmait ensuite que le concile pouvait examiner, rejeter et condamner des erreurs dogmatiques et morales, sans prendre en compte une instruction procédurale préliminaire⁷⁷. De plus, le concile pouvait condamner les *sententiae*, même si celles-ci pouvaient avoir un sens véritable dans un contexte exégétique ou logique déterminé comme c'était le cas de Wyclif et de Hus⁷⁸. Finalement, le concile s'attribuait la faculté de condamner les propositions de la Bible non acceptées par les exposés théologiques habituels ou par la pratique ecclésiastique en vigueur, comme l'Utraquisme⁷⁹. Le prêche allait dans le sens du décret *Haec sancta* qui caractérisait le synode de Constance comme l'assemblée générale de l'*ecclesia catholica militans* recevant directement son pouvoir du Christ. Ce pouvoir s'étendait tant aux questions dogmatiques qu'à la réforme de l'Église. Tous les membres de l'Église – y compris le pape – devaient se soumettre à cette *potestas executiva*. Pour cette raison, il était impossible d'en appeler à une instance supérieure dans l'Église, car le concile se consolidait comme tel par le biais du décret⁸⁰.

73. *Ibid.*, p. 399 et 403. J. LE GOFF, « Le concile et la prise de conscience de l'espace de la chrétienté », dans *1274 année charnière. Mutations et continuité*, Colloque international du CNRS, Paris, 1974, p. 481-489.

74. N.-I. TINTEROFF, « Assemblée conciliaire et liturgie... », p. 406.

75. Cf. JEAN GERSON, *Prosperum iter*, Gl, 241. Il existe deux éditions de plus : ACC, II, 413 et MANSI, *Sacrorum conciliorum nova et amplissima collectio*, t. XXVII, col. 549-556. Sur les prêches lors du concile de Constance, cf. P. ARENDT, *Die Predigten des Konstanzer Konzils*, Fribourg, 1933.

76. MANSI, *Sacrorum conciliorum nova et amplissima collectio*, t. XXVII, col. 549-556.

77. *Ibid.*

78. *Ibid.*

79. *Ibid.*

80. *Ibid.*

Dans un sermon prononcé peu après, avec pour objet la condamnation de Jérôme de Prague, l'évêque de Lodi paraissait se faire l'écho des paroles de Gerson et décrivait comment devaient être traitées par le concile les personnes suspectées d'hérésie : en premier lieu, elles devaient être brièvement interrogées, puis arrêtées et incarcérées le temps de rédiger les actes d'accusation. Ensuite, on devait recevoir tout type de témoins de l'accusation, y compris les *infames* qui devaient jurer *de veritate*. Si les personnes suspectées d'hérésie niaient ces témoignages, elles devaient être soumises à *variis tormentis*. Elles devaient demeurer isolées et ne pouvaient être entendues publiquement. Si elles rejetaient les accusations avec obstination, elles devaient être condamnées et remises au bras séculier⁸¹.

À travers la praxis judiciaire, en effet, le concile cherchait à affirmer sa propre *iurisdictio* et à démontrer sa *potestas executiva* en tant que dernière instance au sein de l'*ordo iudiciarius* de l'Église⁸². En définitive, ce qui était en jeu, ici, était de déterminer quelle était l'autorité qui distinguait les vraies croyances des fausses. Cet aspect est essentiel dans toute ecclésiologie, car la communauté ecclésiastique fonde son autorité sur une certaine doctrine communément acceptée. On pourrait signaler deux points de vue existant à ce sujet au début du xv^e siècle : d'un côté, on insistait sur le fait que le croyant aurait confiance dans l'institution ecclésiastique en raison de la vérité que celle-ci enseignait ; d'un autre côté, on insistait sur le fait que les enseignements de l'institution ecclésiastique devaient être acceptés comme vrais parce qu'ils avaient été exprimés par celle-ci⁸³. Il se dégage des procès du concile que les Pères de Constance tendaient vers le second terme de l'alternative, car de cette manière on insistait sur le rôle de la structure institutionnelle hiérarchique dans un contexte où celle-ci connaissait une grande faiblesse. En suivant les trajectoires intellectuelles de certains cas personnels parmi les plus éminents protagonistes de Constance, comme Gerson, on peut constater une évolution graduelle vers cette position qui tend à effacer la recherche personnelle de la vérité pour mettre l'accent sur l'autorité de l'institution ecclésiastique⁸⁴.

Après l'approbation de l'*Haec sancta*, les possibilités qui se présentaient aux Pères du concile étaient diverses et avaient surtout à voir avec l'ordre des

81. MANSI, *Sacrorum conciliorum nova et amplissima collectio*, t. XXVII, col. 572-577.

82. E. WERNER, *Jan Hus. Welt und Umwelt eines Prager Frühreformators*, Weimar, 1991, p. 202.

83. Cf. B. TIERNEY, « Only Truth has Authority : The Problem of the Reception in the Decretists and in Johannes de Turrecremata », dans K. PENNINGTON et R. SOMERVILLE éd., *Law, Church and Society. Essays in Honor of Stephan Kuttner*, Philadelphie, 1977, p. 69-96.

84. Voir à ce sujet B. J. CAIGER, « Doctrine and Discipline in the Church of Jean Gerson... ».

priorités de l'agenda à suivre. Les tâches restantes étaient nombreuses et la clef était d'explicitier dans quel ordre elles seraient accomplies⁸⁵. La principale interrogation consistait ainsi à décider si on procéderait à la tâche de réforme avant d'élire le nouveau pape, et si cette dernière serait à la charge de la *potestas executiva* du concile agissant sans le pape. Faire face immédiatement aux tâches de réforme aurait impliqué sans aucun doute une exacerbation des contradictions potentielles entre les différentes positions des Pères du concile, qui allaient d'une position papiste extrême à un conciliarisme plus ou moins radical, et dont l'objet de dispute était la *potestas executiva* du concile. Par le biais d'une soigneuse élaboration, le décret *Haec sancta* avait obtenu un consensus circonstanciel et précaire entre les différentes visions concernant le pouvoir du concile que la définition de la *potestas executiva* paraissait mettre en danger. Se confronter directement à la réforme aurait sans aucun doute impliqué de rompre ce consensus minimal et aurait mis en péril le déroulement de l'assemblée conciliaire⁸⁶. En revanche, les procès inquisitoriaux apparaissaient alors comme une instance adéquate, non seulement pour démontrer le pouvoir exécutif du concile, mais aussi pour établir un consensus minimal contre l'existence du danger de propagation de l'hérésie. Gerson lui-même était conscient que le pouvoir du concile de Constance devait être affirmé, non seulement potentiellement, mais surtout à travers son exercice⁸⁷.

Bref, il nous paraît opportun de souligner que les pratiques synodales du concile de Constance, qu'elles fussent symboliques, liturgiques ou judiciaires, portaient les marques et les traces des débats ecclésiologiques intenses qui s'étaient déroulés dans ce contexte. Si l'étude des pratiques symboliques et liturgiques a donné des résultats très intéressants, nous pensons que l'on n'a pas encore exploité toutes les potentialités de cette approche, s'agissant des pratiques judiciaires, car les procès inquisitoriaux ont été étudiés en général d'un point de vue fondamentalement théologique. Étudier les pratiques judiciaires en relation avec les débats ecclésiologiques offre un double avantage. D'un côté, cela nous apporte certains indices pour proposer une explication de la violence et de la véhémence de la réaction conciliaire dans la *causa fidei*; d'un autre côté, cela nous donne certains indices discursifs à travers lesquels entrevoir de quelle manière les Pères de Constance entendaient l'autorité conciliaire qu'ils venaient

85. L'auteur souligne que les débats sur la réforme n'ont commencé qu'une fois réalisés les procès contre Wyclif et Hus, cf. P. STUMP, *The Reforms of the Council of Constance...*, p. 24.

86. Cf. M. DECALUWE, «Three Ways to Read the Decree *Haec Sancta* (1415). The Conciliar Theories of Franciscus Zabarella and of Jean Gerson and the Traditional Papal View on General Councils», dans G. CHRISTIANSON, T. IZBICKI, C. BELLITTO, *The Church, The Councils and Reform...*, p. 122-139.

87. Sur l'*exercitium* de la *plenitudo potestatis* dans l'œuvre de Gerson, voir G. H. M. POSTHUMUS MEYJES, *Jean Gerson. Apostle of Unity...*, p. 266-268.

d'affirmer dans le texte du décret *Haec sancta*. Les acteurs révèlent souvent, sur le terrain de la praxis, certains traits essentiels.

Sebastián PROVVIDENTE – Universidad de Buenos Aires, Facultad de Filosofía y Letras, Departamento de Historia, Puan 480, Ciudad Autónoma de Buenos Aires, Argentina 1406

***Causa unionis, fidei, reformationis*: les pratiques judiciaires et la définition de l'autorité du concile de Constance (1414-1418)**

Les pratiques synodales du concile de Constance, qu'elles soient symboliques, liturgiques ou judiciaires, portent les marques et les traces des débats ecclésiologiques intenses qui se sont déroulés dans ce contexte. Si l'étude des pratiques symboliques et liturgiques a donné des résultats très intéressants, nous pensons que l'on n'a pas encore exploité toutes les potentialités de cette approche concernant les pratiques judiciaires car les procès inquisitoriaux ont été étudiés en général d'un point de vue fondamentalement théologique. Étudier les pratiques judiciaires en relation avec les débats ecclésiologiques offre un double avantage: d'un côté, cela nous apporte certains indices pour proposer une explication de la violence et de la véhémence de la réaction conciliaire dans la *causa fidei*; de l'autre, cela nous donne certains indices discursifs à travers lesquels nous pouvons entrevoir la manière dont les Pères de Constance entendaient l'autorité conciliaire qu'ils venaient d'affirmer dans le texte du décret *Haec sancta*. Les acteurs révèlent souvent, sur le terrain de la praxis, certains traits essentiels.

conciliarisme – ecclésiologie – Constance – procédure – hérésie

***Causa Unionis, Fidei, Reformationis*: Judicial Practices and the Definition of Authority in the Council of Constance (1414-1418)**

It seems appropriate to point out in this text that the synodical practices —symbolical, liturgical and judicial— of the Council of Constance carried with them the signs and traces of the intense ecclesiological debates that had taken place in that context. While the study of symbolical and liturgical practices has produced very interesting results, we believe the study of the judicial practices has not yet fully exploited all its potentialities since the inquisitorial processes have been generally studied from a mainly theological point of view. The study of judicial practices in terms of ecclesiological debates offers a twofold advantage. On the one hand, it provides certain clues to attempt an explanation of the violent and ardent conciliar response in the *causa fidei*, while on the other

hand it also provides some discursive traces that would allow us to discern how the Council of Constance fathers understood the conciliar authority they had just affirmed in the text of the *Haec sancta* decree. Often it is in the field of the practice that the actors reveal some essential trends.

conciliarism – ecclesiology – Constance – procedure – heresy

